



Service Eau publique

Commune de Trézioux

**Mise à jour de l'Etude de zonage
d'Assainissement**

Notice explicative

Septembre 2022



Sommaire

1	INTRODUCTION	3
2	OBJECTIF DE L'ETUDE	4
3	DONNEES SUR LA COMMUNE DE TREZIOUX	5
3.1	Situation géographique et démographique	5
3.2	Captage AEP et zone de baignade	5
3.3	ZNIEFF	5
3.4	Urbanisme	6
3.5	Exploitation agricole ICPE	6
4	ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF ACTUEL	7
4.1	Réseaux existants	7
4.2	Station d'épuration	8
4.3	Assainissement Non Collectif	8
4.3.1	Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif	8
4.3.2	Définition des catégories utilisées	9
4.3.3	Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement en 2013 :	12
4.3.4	Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune :	13
4.3.5	Aptitude des sols à l'assainissement autonome	13
5	ETUDE DES SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	15
5.1	Nouveaux assainissements collectifs	15
5.1.1	Etats des lieux de l'assainissement actuel	15
5.1.2	Lotissement des trois yeux	16
6	CONCLUSION	18
6.1	Assainissement collectif	18
6.2	Assainissement non collectif	18

1 Introduction

La commune de Trézioux se situe sur la communauté de communes de Billom Communautés.

Après quatre années de travail, le PLUH a été approuvé. Dans cette démarche les services instructeurs ont demandés à Billom Communauté de mettre à jour chaque zonage assainissement des communes.

La commune Trézioux a intégré le SIAREC en janvier 2021. Le SIAREC (Syndicat Intercommunale d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand) a été créé en 1975 pour la gestion du réseau de transfert, du traitement des EU et des postes de refoulement des communes de Vertaizon, Chauriat, Dallet, Mezel, Saint Bonnet Es Allier, Lempdes, Pont du Château, Lussat, Malintrat, Les Martres d'Artière, Chavarroux.

La commune de Trézioux possède un zonage d'assainissement en date de juin 2007 consultable en annexe 1.

2 Objectif de l'étude

Cette étude vise à répondre aux obligations réglementaires définies dans le cadre de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 (décret du 3 Juin 1994) qui précise en particulier que chaque commune doit délimiter :

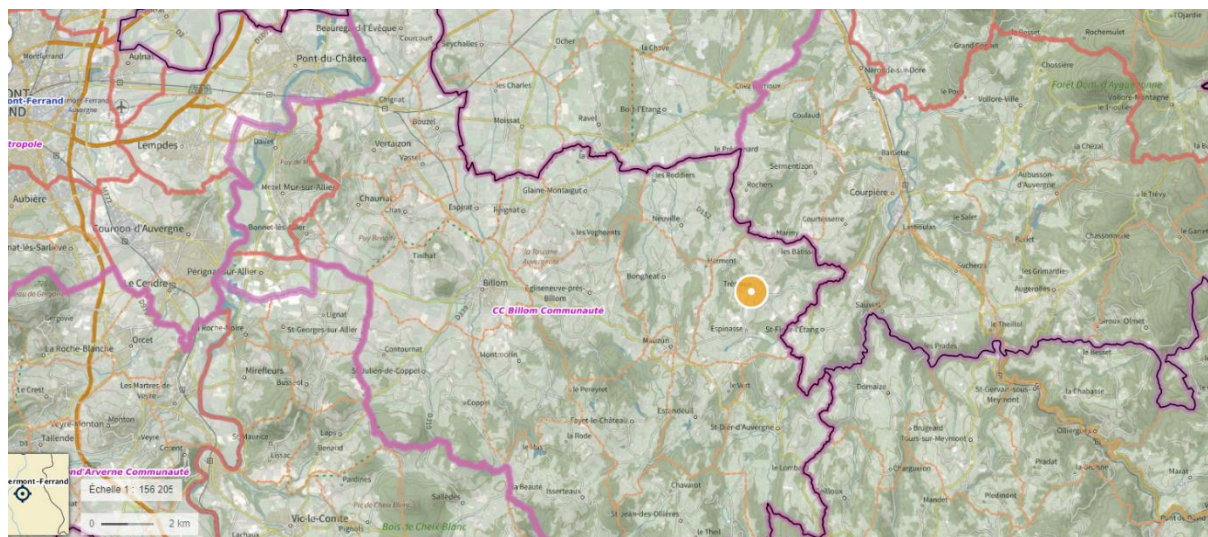
- Des zones d'assainissement collectif où la collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Des zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elle le décide, leur entretien.

Ce rapport présente une synthèse, des études réalisées sur la commune, des travaux entrepris depuis, et des contrôles effectués par le SPANC, afin d'aider la municipalité dans le choix des modes d'assainissement à retenir pour la commune.

3 Données sur la commune de Trézioux

3.1 Situation géographique et démographique

La commune de Trézioux fait partie de la Communautés de communes de Billom Communauté.



Population	Trézioux (63520)
Population en 2019	483
Densité de la population (nombre d'habitants au km ²) en 2019	27.7
Superficie (en km ²)	17.4
Nombre de ménages en 2019	209
Nombre de logement en 2019	325

3.2 Captage AEP et zone de baignade

La commune de Trézioux adhère au SIAEP Rive Gauche de la Dore. Aucun captage utilisé pour l'alimentation en eau potable n'est existant sur la commune. De même, aucune zone de baignade n'est à dénombrer.

3.3 ZNIEFF

Aucune Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique n'est présent sur la commune.

3.4 Urbanisme

Un SCOT est existant sur le Grand Clermont. La commune de Trézioux et Billom Communauté en font partie.

Un PLUi-H en date d'Octobre 2019 est existant sur Billom Communauté.

La Loi Montagne s'applique sur cette zone d'étude. La loi montagne contient des dispositions en vue de protéger les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Les zones constructibles et non constructibles sur Trézioux sont identifiées. Le PLUi-H encadrent le type de constructions autorisées.

Le principe est d'urbaniser les terrains en continuité avec les zones déjà urbanisées sur la commune.

L'activité agricole devra être conservée en priorité.

L'urbanisation de terres agricoles ne sera pas possible exceptés dans les cas suivants :

- la construction ou l'installation est nécessaire à l'exploitation agricole,
- les parcelles concernées présentent une faible valeur agricole de par leur déclivité forte et sont d'une faible valeur agronomique.

Afin de satisfaire cette exigence de compatibilité, les espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel montagnard devront être classés en zones agricole (A) ou naturelle (N) des PLU et dans les secteurs non constructibles des cartes communales. Cependant, ces espaces pourront accueillir certaines constructions si ces dernières sont compatibles avec les exigences de préservation.

3.5 Exploitation agricole ICPE

Deux exploitations agricoles sont classées sur la commune et sont soumis à autorisation.

4 Assainissement collectif et non collectif actuel

4.1 Réseaux existants

La commune de Trézioux possède un réseau collectant les eaux usées du bourg de la commune. Il achemine ces eaux à une station d'épuration située au nord du village. Ce réseau est séparatif, les eaux usées et les eaux pluviales ne sont pas mélangées.

Les autres villages de la commune ne possèdent pas de réseaux de collecte et de station d'épuration.

Le tableau suivant reprend l'inventaire des ouvrages existants (février 2022) sur la commune. Les linéaires de réseaux comprennent les réseaux de collecte et de transport.

Etat des lieux des ouvrages existants TREZIOUX	
Réseau eaux usées strictes	1294 ml
Réseau eaux pluviales	454 ml
Réseau unitaire	0 ml
Grille et avaloir	22
Regard de visite	40
Déversoir d'orage	0

4.2 Station d'épuration

Une station traite l'ensemble des eaux usées du bourg de la commune. Cette station, mise en service en septembre 2017, de type filtres plantés de roseaux a une capacité nominale de 150 EH (Equivalent Habitant). L'effluent traité est de qualité satisfaisante selon les rapports annuels de fonctionnement de 2021 du SATEA (Service d'Assistance Technique à l'Eau et à l'Assainissement).



4.3 Assainissement non collectif

4.3.1 Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif

Depuis la loi du 3 janvier 1992, pour la première fois dans le droit français, les usagers qui ne sont pas raccordables au réseau d'assainissement collectif doivent se munir d'un dispositif permettant de traiter leurs eaux usées aussi efficacement que possible. Dans ce cadre, l'arrêté du 6 mai 1996 met en avant l'utilisation des techniques d'épuration par épandage souterrain.

La nouvelle législation oblige les collectivités à réaliser le contrôle technique des systèmes d'assainissement autonome situés sur leur territoire. Elle comprend la vérification technique de la conception et de la réalisation des installations nouvelles ou réhabilitées et la vérification périodique du bon fonctionnement des installations existantes.

Le règlement permet également aux communes d'en prendre en charge l'entretien (vidange des fosses).

Cette réglementation implique donc la création par les communes d'un Service Public de gestion pour l'Assainissement Non Collectif (SPANC) indépendant du service de gestion pour l'assainissement collectif et qui devra être mis en place avant le 31 décembre 2005. Les collectivités ou leur regroupement délimitent après enquête publique les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des différents dispositifs d'assainissement.

La commune de Trézioux a décidé de confier en janvier 2021 sa compétence assainissement au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC). Le SIAREC a été créé en 1975 pour la gestion du réseau de transfert, du traitement des EU et des postes de refoulement par Vertaizon, Chauriat, Dallet, Mezel, Saint Bonnet Es Allier, Lempdes, Pont du Château, Lussat, Malintrat, Les Martres d'Artière, Chavarroux. La compétence ANC et assainissement collectif a été confiée au SIAREC le 1^{er} janvier 2021.

Deux principaux arrêtés régissent la réglementation :

- **L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009** fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Ce texte concerne le contrôle des installations neuves ou réhabilitées et reprend globalement les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996, tout en permettant l'agrément de nouveaux dispositifs de traitement. Les agréments de dispositifs par les ministères en charge de la santé et de l'écologie sont publiés au journal officiel.

- **L'arrêté du 27 avril 2012** relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Ce texte concerne la mission de contrôle des installations existantes par la commune.

La détermination des habitations à visiter s'est faite à partir des fichiers d'abonnés au service de l'eau ne payant pas de taxe d'assainissement collectif. Un certain nombre de ces compteurs desservent soit des champs ou des bâtiments agricoles (compteurs agricoles) soit des maisons en ruine. Lors du passage des techniciens en charge du contrôle, ces habitations ou compteurs seuls sont décomptés des installations d'assainissement autonome présentes sur les communes.

4.3.2 Définition des catégories utilisées

Plusieurs catégories sont définies pour apprécier l'état des installations :

- **Les installations conformes** : elles satisfont en tout point à la norme (Arrêté du 7 septembre 2009) qui ont été suivies et contrôlées par le service.
- **Les installations acceptables** : elles ne satisfont pas strictement tous les points de la norme. Cependant les points de non-conformité ne sont pas essentiels et ne remettent pas en cause la capacité d'épuration de l'installation. Il s'agit généralement d'installations qui possèdent tous les éléments (prétraitement, épandage, ventilation).
Ce sont des installations qui fonctionnent correctement le jour de la visite du service.
- **Les installations non-conformes incomplètes* ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs** hors zone à enjeu sanitaire* ou environnemental*.

Travaux de mise en conformité en cas de vente sous un an

- **Les installations non-conformes présentant un danger pour la santé des personnes** : une installation qui appartient à l'une des catégories suivantes :

a) Installation présentant :

- soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct avec des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes ;
- soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes ;

b) Installation incomplète* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire

c) Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.

- **Les installations non-conformes présentant un risque environnemental avéré** : Installation incomplète* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu environnemental

Travaux obligatoires sous quatre ans et sous un an en cas de vente

- **En cas d'absence d'installation** :

Mise en demeure de réaliser une installation conforme dans les meilleurs délais et sous un an en cas de vente.

***« Installation incomplète » :**

- pour les installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation pour laquelle il manque, soit un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué, soit un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol en place ou d'un massif reconstitué ;
- pour les installations agréées au titre de [l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009](#) modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ j de DBO5, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé ;
- pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères respectant les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé relatif aux prescriptions techniques.

*** « Zone à enjeu sanitaire » :** une zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;

Mise à jour du zonage assainissement – Trézioux

- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;
- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

*** « Zones à enjeu environnemental » :** les zones identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau.

4.3.3 Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement en 2013 :

Ce tableau présente le récapitulatif des visites de contrôles des dispositifs d'assainissements non collectif effectués par La Lyonnaise des eaux entre 2011 et 2013.

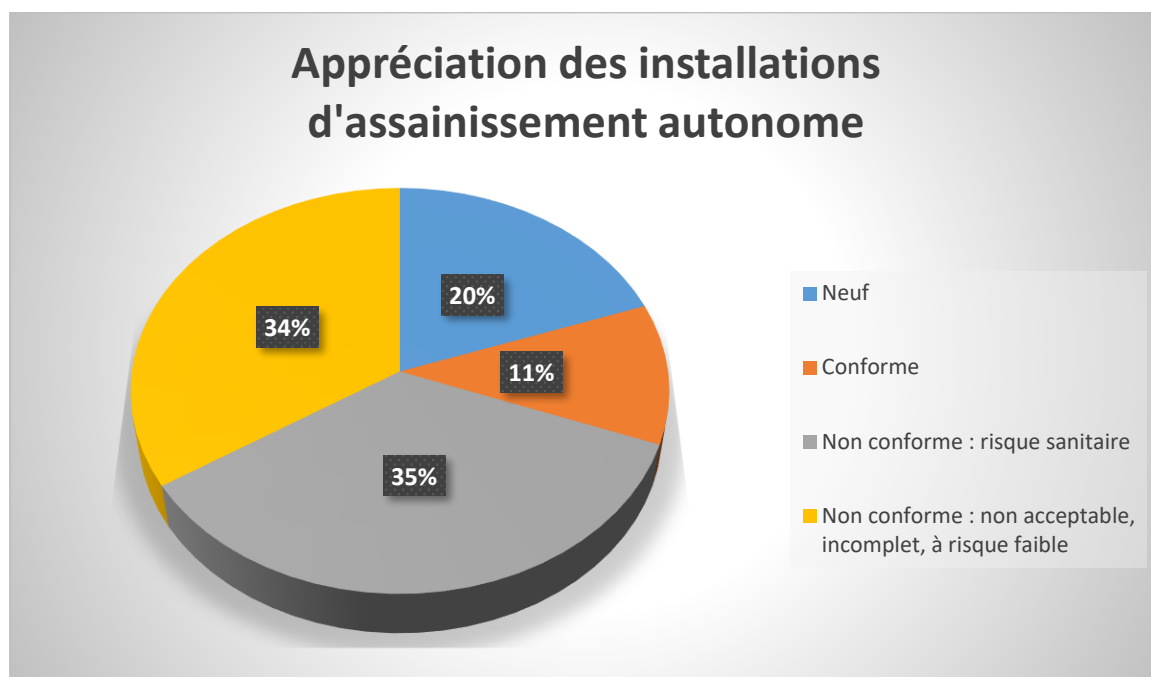
Tableau 1	Bilan récapitulatif des installations de la commune
Nombre d'abonnés possédant un système d'assainissement non collectif	229
Nombre d'abonnement à un raccordement à un réseau d'assainissement collectif	32
Total	261
Visites faites	149
ANC neuf	35
Maison non habitée (construction en cours ou inoccupée)	18
Nombre de rendez-vous reporté	13
Nombre de refus de visite ou d'avis de passage resté sans réponse ou de contrôle déjà réalisé	32
Total	247

Parmi les 229 habitations en assainissement autonome :

- 80 % des installations ont été contrôlées à ce jour.
- Aucune installation d'assainissement non collectif n'est en cours de réalisation.

4.3.4 Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune :

Le graphique ci-dessous présente le bilan des installations d'assainissement autonome contrôlées sur la commune.



- Trente-cinq (35) installation sont classées comme : « **neuve** ».
- Vingt (20) installation sont classées comme : « **conforme** » à la réglementation. Elles sont récentes et elles ont été suivies et contrôlées par le service lors de la mise en place.
- Soixante-trois (63) installations sont classées comme : « **non-conforme sous dimensionnée et/ou incomplète et/ou présentant des dysfonctionnements majeurs** ». Celles-ci ne prétraitent pas leurs eaux ménagères et/ou ne traitent pas leurs eaux en sortie de fosse. Ces installations présentent peu de dangers pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement.
- Soixante-six (66) installation sont classées comme : **non-conforme représentant un danger pour la santé des personnes**. Elles concernent les particuliers rejetant leurs eaux usées, sans prétraitement et/ou traitement dans le domaine public et/ou privé.

Ces installations devront être réhabilitées **sous quatre ans** afin de cesser les nuisances.

4.3.5 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

D'une manière générale, des investigations pédologiques réalisées par le bureau d'études SESAER en 1998 montrent que l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif par tranchées

Mise à jour du zonage assainissement – Trézioux

d'épandages est globalement défavorable. Les filières de traitement individuelles pouvant être envisagées sont plutôt des lits filtrants non drainés. Une étude à la parcelle est tout de même nécessaire et doit être réalisée afin de déterminer précisément la nature du sol (sa pente, sa perméabilité, la présence d'eau souterraine ou d'un socle rocheux à faible profondeur...).

5 Etude des scénarios d'assainissement collectif

Les tracés des conduites et les estimations financières présentés dans ce chapitre devront être précisés et redéfinis lors d'études d'avant-projet avant réalisation.

Les coûts des projets d'assainissement collectif sont indiqués hors frais annexes (Maîtrise d'œuvre, achat de parcelles, frais annexes de contrôle des travaux, études de sol...).

5.1 Nouveaux assainissements collectifs

5.1.1 Etats des lieux de l'assainissement actuel

Le bourg de Trézioux est desservi par un réseau d'eaux usées principalement séparatif. Le principe est d'urbaniser les terrains en continuité avec les zones déjà urbanisées sur la commune.

Lotissement Guymaria :

Ce lotissement en cours de construction sera composé de six habitations. Quatre d'entre elles seront mitoyennes au réseau d'eaux usées du bourg. Leurs parcelles ZA 278 à 281 et ZA 285 relèveront du zonage d'assainissement collectif. Les deux autres habitations seront éloignées du réseau. L'une de ces deux habitations, située sur les parcelles ZA 282 et 283, est déjà construite et équipée d'une pompe de relevage acheminant ses eaux usées au réseau par un chemin accès. Ces parcelles relèveront du zonage d'assainissement collectif. Le dernier lot, pas encore construit, relèvera du zonage d'assainissement non collectif. Les parcelles concernées sont les parcelles ZA 284, 286, 287 et 288.

Le Château :

Le Château est composé de nombreux bâtiment plus ou moins éloigné d'un réseau de collecte des eaux usées. Les parcelles OE 741 et 742 qui composent le château relèveront du zonage d'assainissement non collectif.

OAP 2 :

Un lotissement est prévu sur cette OAP. Les futures habitations de ce lotissement situées au bord de la route seront mitoyennes à un réseau de collecte des eaux usées. Les futures habitations situées de l'autre côté de l'OAP ne le seront pas. Le lotisseur n'a pas encore choisi si le lotissement possèdera un réseau de collecte commun à toutes les habitations ou si chacune de ces habitations devra s'équiper d'un système d'assainissement non collectif. Ainsi une bande mitoyenne à la route sur les parcelles E 900, 901 et ZH 155 relèvera de l'assainissement collectif. Le reste de ces parcelles relèvera de l'assainissement non collectif.

Maison de Mme DELBARRE :

La maison de Mme DELBARRE est raccordable au réseau par son chemin d'accès seulement grâce à un système de relevage et un long branchement. La parcelle ZK 111, où se situe cette habitation, relèvera du zonage d'assainissement non collectif.

Combas :

Trois logements sont équipés d'un réseau commun d'eaux usées et d'une station de traitement de type filtre à sable au lieu-dit Combas. Bien que la commune entretienne la station, ces logements relèveront de l'assainissement non collectif car le réseau et la station appartiennent aux habitants des trois logements.

5.1.2 Lotissement des trois yeux

Ce lotissement privé, de huit habitations se situe en tête du réseau d'eaux usées du bourg. Seules deux de ces habitations sont mitoyennes au réseau. Pour raccorder les autres, il serait nécessaire d'installer une pompe de relevage et de réaliser une extension de réseau dans le chemin d'accès du lotissement. Ce chemin deviendra prochainement une voirie communale.

Il est proposé de chiffrer le coût du raccordement de l'ensemble du lotissement et de le comparer au coût de réhabilitation ou de mise en place de système d'assainissement non collectif. Le plan de cette étude est consultable en annexe 2.

Etude pour une extension du réseau :

Commune de Trézioux			
Raccordement grâce à un poste de refoulement			
Type de travaux et description sommaire	Coût € HT unitaire	Linéaire (ml) ou quantité	Coût € HT
Pose de réseau de collecte d'eaux usées PVC Ø200 sous enrobé	245	25	6 125
Pose d'une conduite de refoulement PVC Ø200 sous enrobée	150	50	7 500
Mise place d'un poste de refoulement	30000	1	30 000
Branchement des particulier aux eaux usées	1000	8	8 000
Frais divers et imprévus (environ 10%)			5 375
Total € HT			57 000

Le coût du raccordement au réseau de collecte est estimé à environ 57 000 € HT.

Réhabilitation ou installation de l'assainissement autonome :

Toutes les habitations existantes possèdent déjà un système d'assainissement non collectif neuf et aux normes. Aucune réhabilitation ne sera donc à prévoir.

Pour les habitations en cours de construction ou pas encore construites, le coût d'installation d'un système d'assainissement non collectif neuf est estimé entre **8 000 à 10 000€ HT**. On compte 3 habitations ne possédant pas encore de système d'assainissement non collectif.

Ainsi le coût total pourrait s'élever à **30 000 € HT**.

Conclusion

La réhabilitation des systèmes de l'ANC ou l'installation de nouveaux systèmes sur ce lotissement sera bien moins onéreuse que le raccordement au réseau. De plus, le poste de refoulement occasionnera un coût de maintenance.

Il est préconisé que ce lotissement relève de l'assainissement non collectif.

6 Conclusion

Les modes d'assainissement retenus par la municipalité sont les suivants (cf annexe 3 : carte de Zonage d'Assainissement) :

6.1 Assainissement collectif

Une partie du bourg de la commune possède un réseau relié à une station d'épuration. Ce secteur relèvera de l'assainissement collectif.

6.2 Assainissement non collectif

Par défaut toutes les habitations isolées et situées en dehors du Bourg relèveront de l'assainissement non collectif.

Les parcelles du bourg suivantes relèveront de l'assainissement non collectif :

- ZA 284, 286, 287 et 288,
- OE 741 et 742,
- L'OAP 2 soit les parcelles ZA 271, 272, 273 et ZH 1,
- ZK 111,
- Le lotissement des trois yeux soit les parcelles ZK 135 à 145.

ANNEXES

Annexe 1

Ancien plan de zonage

Annexe 2

Projet d'extension

Annexe 3

Nouveau plan de zonage



SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Parc Européen d'Entreprises
Rue Richard Wagner
BP 60030
63201 RIOM cedex

Tel : 04 73 15 38 38
Email : contact@semerap.fr

